

Du printemps à l'hiver de Prague : quelques reflets et réactions (1968-1969)

Autor(en): **Bosko, Karel**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Cahiers d'histoire du mouvement ouvrier**

Band (Jahr): **23 (2007)**

PDF erstellt am: **26.09.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-520300>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

DU PRINTEMPS À L'HIVER DE PRAGUE
QUELQUES REFLETS ET RÉACTIONS (1968-1969)
KAREL BOSKO

DEPUIS LE MOIS DE JANVIER 1968, un cours imprévu et prometteur semble s'imposer à la tête du Parti communiste tchécoslovaque (PCT), incarné par le Slovaque Alexander Dubcek, son nouveau premier secrétaire, et par l'équipe qui gravite autour de lui – Ota Sik, économiste renommé, Josef Smrkovsky et Frantisek Kriegel, vétérans de la lutte contre le fascisme. À n'en pas douter, ils souhaitent rompre avec l'inertie et la rigidité qui caractérisent la politique menée depuis près de vingt ans par Antonin Novotny, apparatchik pusillanime et arrogant, jusque-là inamovible chef du Parti et de l'Etat. L'application servile du modèle soviétique de gestion et de contrôle a généré la pénurie et provoqué des grèves dans les centres urbains, dressé les Slovaques contre la pesante hégémonie de Prague, creusé un fossé entre les intellectuels et le pouvoir, et contribué à la dépolitisation en profondeur de la société tchèque.

La levée de facto de la censure au mois de mars suscite un débat d'idées sans précédent, dans la rue et dans les journaux, à la radio et à la télévision : plus aucun sujet n'est tabou – les dessous du coup de force stalinien de 1948, les tortures et les procès des « années noires », l'impéritie des autorités en matière économique, le népotisme dans les hautes sphères du pouvoir, la place de Masaryk dans l'histoire du pays. La peur se dissipe, la liberté pointe à l'horizon, le socialisme est à l'ordre du jour – un socialisme authentique, « à visage humain ». C'est « l'éclosion des bourgeons au bout de branches qu'on croyait gelées » – le Printemps de Prague, et de Bratislava¹. De cette floraison

1. Parmi les ouvrages de référence, on citera notamment Kieran Williams, *The Prague Spring and its aftermath, Czechoslovak politics, 1968-1970*, Cambridge, Cambridge UP, 1997 et Miklós Kun, *Prague Spring – Prague Fall, Blank Spots of 1968*, Budapest, Akadémiai Kiadó, 1999 [une série de portraits et d'entretiens fondés sur des archives inédites]. Nombreuses contributions éclairantes dans F. Fejtő et J. Rupnik (dir.), *Le Printemps tchécoslovaque 1968*, Bruxelles, Complexe, 1999. Un témoignage d'époque, très instructif : Rémi Gueyt, *La mutation tchécoslovaque... 1968-1969*, Paris, Ed. Ouvrières, 1969. Concernant A. Dubcek, on lira son autobiographie, *C'est l'espoir qui meurt en dernier*, Paris, Fayard, 1993, ainsi que l'étude de William Shawcross, *Dubcek and Czechoslovakia, 1918-1990*, London, The Hogarth Press, 1990.

inattendue, le cortège du 1^{er} mai 1968 dans la capitale sera la manifestation la plus spectaculaire – du jamais vu dans une « démocratie populaire » : non plus une masse disciplinée et grise, mais une population joyeuse et bariolée ; non plus des slogans ânonnés, mais une clameur spontanée ; non plus des banderoles officielles, mais les mots et les chants en liberté – et des portraits du Che ; non plus les figures lointaines du Comité central figées sur des tribunes en hauteur, mais Dubcek et les siens, le nouveau président de la République et les ministres du gouvernement en tête du défilé, à pied, acclamés par la foule. Cette journée exceptionnelle, scellant l'unité retrouvée du peuple et de ses dirigeants, restera gravée dans les mémoires...

Mais au-delà d'un style neuf visant à gagner la confiance de la population, au-delà d'un discours neuf dégagé des habitudes lourdes rhétoriques et dogmatiques, l'équipe Dubcek entend promouvoir de véritables réformes. Sur le plan politique, il s'agit de résoudre l'épineux problème des relations entre Tchèques et Slovaques en fédéralisant l'Etat unitaire.

Sur le plan économique, il s'agit – sans renoncer au principe de la propriété collective – d'assouplir un système bureaucratisé jusqu'à la sclérose, et cela à l'aide des mesures suivantes : le plan national doit être un moyen de coordination et une source d'information, et non plus un outil de régulation autoritaire ; le rôle du marché intérieur et, dans une certaine mesure, celui du marché extérieur doivent être renforcés ; les entreprises doivent acquérir davantage de compétences pour prendre les décisions essentielles, et davantage d'autonomie face au pouvoir, ce qui nécessite la constitution de conseils de travailleurs élus².

À l'évidence, ces réformes et la dynamique qu'elles impliquent sont aux antipodes d'un quelconque « retour au capitalisme » que les adversaires du Printemps de Prague se plairont à imaginer et à dénoncer.

Car le processus tchèque inquiète, tout comme les sympathies qu'il suscite dans les États voisins, voire en Occident – et qui plus est, auprès de certains communistes français et italiens... À plusieurs reprises, Dubcek et les siens sont appelés à rendre des comptes aux ténors irrités des partis-frères – soviétique, est-

2. Le pionnier et l'initiateur de ces réformes est Ota Sik, qui en a précisé les fondements philosophiques, économiques et historiques dans des articles ou des ouvrages publiés dès 1963-1964, et repris dans une véritable somme quatre ans après le Printemps de Prague – 1^e éd. en allemand ; trad. française en 1974 : *La troisième voie – La théorie marxiste-léniniste et la société industrielle moderne*, Paris, Gallimard. À compléter par J. Veprek, « La réforme économique de 1968, ses racines et ses impacts », dans F. Fejtö et J. Rupnik, *op. cit.*, p. 87-92, et A. Gauron, « Le nouveau cours d'Ota Sik », *ibid.*, p. 93-99. [Sik s'est exilé en Suisse en 1969 et a enseigné l'économie politique à l'Université de Saint-Gall.]

allemand, hongrois, polonais et bulgare³. En guise d'avertissement, les troupes du Pacte de Varsovie organisent même leurs manœuvres sur le territoire de la République dès le mois de juin.

Mais le PCT est aussi divisé : les « réformateurs », attachés au processus de libéralisation, demeurent minoritaires face aux « conservateurs », qui entendent limiter celui-ci à une simple relève des cadres, et face aux « centristes », frileux sinon timorés⁴. Seul un congrès extraordinaire du parti pourrait modifier le rapport de force... Il est fixé au 9 septembre. De juin à août, tous s'y préparent fébrilement – dans les associations de base, dans les cellules d'entreprises, réveillées de leur léthargie depuis janvier. Les 1543 délégués sont désignés démocratiquement – pour la première fois depuis 1948. Et pour la dernière fois : le 21 août, le pays est occupé par les armées de ses cinq voisins – 750 000 soldats et 6000 chars d'assaut.

Le peuple tchèque tout entier se mobilise contre les forces d'invasion, de manière pacifique et résolue, une semaine durant – empêchant les Quisling indigènes de se démasquer en l'absence de l'équipe Dubcek, transportée par avion et sans ménagements à Moscou⁵. C'est dans ce moment d'extrême tension que le congrès du parti parvient, contre toute attente, à se réunir clandestinement à Prague, dans plusieurs usines, à un jet de pierre des tanks ennemis : ils sont 1219, les délégués qui, à une écrasante majorité, confirment le cours nouveau, écartent les éléments conservateurs des instances dirigeantes et en appellent à la solidarité des communistes de tous pays⁶.

3. L. Brejnev (URSS), W. Ulbricht (RDA), J. Kadar (Hongrie), W. Gomulka (Pologne) et T. Jivkov (Bulgarie). En fait, c'est le gouvernement tchèque qui aurait dû s'inquiéter des opérations de provocation et de déstabilisation menées sur son territoire, dès le mois d'avril, par les agents du KGB : cf. « Crushing Prague Spring » dans C. Andrew et V. Mitrokhin, *The Mitrokhin Archive*, London, Allen Penguin/The Penguin Press, 1999, p. 322-341.

4. Au nombre des « conservateurs » les plus opposés à la ligne nouvelle, on citera Vasil Bilak, membre permanent du Comité central du PCT depuis 1954, premier secrétaire du PC slovaque de janvier à septembre 1968 – poste auquel il succède à Dubcek ; il collaborera à la préparation de l'invasion du 21 août et jouera, sur l'insistance des Soviétiques, un rôle de premier plan dans le Comité central après cette date. Parmi les « centristes », Gustav Husak, membre du Comité central du PCT en 1949-1950, incarcéré durant les « années noires » (1951-1960), réhabilité en 1963 ; il est premier secrétaire du PC slovaque en septembre 1968, puis du PCT en avril 1969 – il remplace Dubcek, destitué –, et dès 1975, il est président de la République, jusqu'à la « révolution de velours » de 1989.

5. Sur cette semaine de lutte, on lira Robert Mandrou (éd.), *Les Sept jours de Prague, 21-27 août 1968*, Paris, Anthropos, 1969, un très précieux recueil de sources.

6. Les actes de ce congrès ont été publiés par Jiri Pelikan, directeur de la TV tchèque et membre du Comité central du PCT durant le Printemps : *Le Congrès clandestin, Protocole secret et documents du 14e Congrès extraordinaire du PC tchécoslovaque (22 août 1968)*, Paris, Seuil, 1970. [Pelikan s'est exilé à Rome en 1973.]

Soumis à une formidable pression psychologique lors de son séjour forcé au Kremlin, Dubcek est libéré, rapatrié et remis en selle faute de mieux par les Soviétiques. Il espère sauver ce qui peut l'être encore du Printemps de Prague, il a accepté l'occupation sine die de son pays, un coup de frein brutal au processus de réforme, et l'annulation pure et simple des décisions prises par le congrès extraordinaire du PCT – qui, bientôt, n'aura même jamais eu lieu⁷.

Mais l'hiver est bien là : le coup de frein est un coup d'arrêt, définitif. Après celle du renouveau et de la rénovation, la Tchécoslovaquie entre dans la période de la mise au pas, appelée «normalisation» – un terme dont on a totalement oublié aujourd'hui l'origine et la signification obscènes.

C'est dans ce climat, où confluent le chagrin, l'amertume, l'angoisse et la révolte, que, le 16 janvier, un étudiant en Lettres de 21 ans, Jan Palach, s'immole par le feu sur la place Wenceslas, au cœur de Prague. Il mourra au terme de trois jours d'agonie. Dans une lettre, il a expliqué son geste : protester contre l'agression des forces du Pacte de Varsovie, contre les mensonges grossiers diffusés par le journal et la radio des troupes d'occupation, et contre le rétablissement de la censure. Et il a prévenu : si le peuple ne se mobilise pas en lançant une grève générale – comme il l'a fait au mois d'août, à l'heure de l'invasion –, «d'autres flambeaux s'enflammeront»...

Lors de ses funérailles, c'est tout Prague, bouleversé, qui se rassemble le long du parcours du convoi funèbre, escorté par l'ensemble des étudiants et des professeurs de l'Université Charles. Malgré l'appel pathétique du gouvernement, adjurant les Tchèques de ne pas suivre son tragique exemple, Jan Zajic, âgé de 18 ans, s'immole à son tour le 25 janvier, et Evzen Plock, âgé de 44 ans, le 4 avril – gestes accomplis loin de la capitale et dont la presse fera à peine mention. Peu après le décès de Jan Palach, c'est un jeune Hongrois, Sándor Bauer, qui se suicide par le feu, pour dénoncer la participation des soldats de son pays à l'agression du 21 août. Le 9 septembre, pour les mêmes raisons, le Polonais Ryszard Siwiec, un ancien officier, s'immole devant un stade bondé et en présence de nombreux ministres.

La grève générale que souhaitait Jan Palach n'aura pas lieu, et la «normalisation» s'accélénera. Le 17 avril, Dubcek est démis de ses fonctions de premier secrétaire, et son équipe est écartée du pouvoir dans les semaines qui suivent. Un an plus tard, tous sont exclus du parti, ainsi que des centaines de

7. Cf. Pavel Tigrid, *La chute irrésistible d'Alexander Dubcek*, Paris, Calmann-Lévy, 1969. À compléter par le témoignage de Zdenûk Mlynáfi, membre du Comité central du PCT en 1968, *Le froid vient de Moscou*, Paris, Gallimard, 1981. [Mlynáfi a été exclu du parti en 1970 et s'est exilé en Autriche en 1977.]

milliers d'ouvriers, de techniciens, de savants, d'artistes, de journalistes, d'enseignants, de hauts fonctionnaires. En 1970, l'élément prolétarien ne représente plus que 24 % des effectifs du PCT, contre 45 % en 1968-1969. Purge comparable dans les syndicats : 50 % des militants de la métallurgie, fervents partisans du renouveau, sont mis sur la touche⁸. L'ouvrier est bel et bien devenu un suspect – et il est vrai que les conseils élus d'entreprises mis sur pied dans le cadre des réformes de 68 ont été l'un des fers de lance de la résistance à l'occupant (comme ils l'avaient été à Budapest et dans toute la Hongrie en 1956, et encore en 1957 dans la clandestinité).

Toujours en 1970, les frontières du pays se ferment, mais 120 000 Tchèques les ont déjà franchies.

* * *

Le 21 août 1968, ils sont sept qui ont osé manifester sur la Place Rouge contre l'agression soviétique, et ils ont été aussitôt arrêtés⁹. Ont-ils été plus nombreux en Occident à descendre dans la rue pour exprimer leur colère et leur solidarité ? – La période estivale est d'ordinaire peu propice aux mobilisations populaires, et, de fait, le Printemps de Prague a été éclipsé par d'autres événements : la guerre au Biafra, la guerre au Vietnam, marquée par l'offensive du Têt au début de l'année, l'assassinat de Martin Luther King (avril) et de Robert Kennedy (juin), le Mai parisien et la grève générale en France durant le mois suivant.

Faut-il ajouter que les Européens de l'Ouest ne se préoccupent plus guère de « l'autre Europe » depuis l'écrasement de la révolution hongroise, et que le « partage de Yalta » a été comme confirmé et consacré à leurs yeux par l'édification du Mur de Berlin, en 1961 ? Si riches qu'aient été les enquêtes et analyses de la presse occidentale consacrées au renouveau tchèque – notamment dans le journal *Le Monde* –, Prague est demeuré un ailleurs lointain et brumeux, avec lequel ni Paris ni Bonn ni Londres ni Rome ne se sentaient liés sur le plan politique, et moins encore sur le plan culturel... Alors même que là-bas, les journalistes, les écrivains et une large fraction de la population vivaient l'effervescence du Printemps comme un arrachement à « l'Est » satellisé, comme un

8. Cf. François Fejtö, *Histoire des démocraties populaires, tome II : Après Staline*, Paris, Seuil, 1969, p. 277-307.

9. Pavel Litvinov, Konstantin Babitski, Natalia Gorbanevskaïa, Larissa Bogoraz, Viktor Fajnberg, Vadim Delaunay et Vladimir Brmljuga, tous déjà connus dans les milieux de la dissidence russe et inquiétés par le KGB.

«retour à l'Europe» – jamais oubliée depuis Masaryk, jamais oubliée malgré le coup d'Etat de 1948¹⁰.

On ne s'étonnera donc pas de la réaction des chancelleries occidentales, comparable à celle de l'homme de la rue : ni l'une ni l'autre ne dépasseront le stade des indignations verbales – ce qu'avaient prévu les autorités soviétiques.

Sur le terrain idéologique, les protestations de la gauche réformiste restent, dans l'ensemble, mesurées. La gauche communiste, elle, se divise, tout comme les mouvements de libération des peuples de l'hémisphère Sud.

Condamnent sans réserves l'intervention des troupes du Pacte de Varsovie : les partis communistes italien, espagnol, anglais, suédois, grec (dit «de l'intérieur», soit clandestin du fait du régime des colonels), marocain, israélien (le «Maki», pro-sioniste) et japonais, la Ligue des communistes yougoslaves ainsi que le Parti suisse du Travail. Le parti autrichien, suite à sa protestation, sera purgé et repris en main directement par les Soviétiques en 1969.

Condamnent l'intervention tout en réaffirmant leur indéfectible solidarité avec l'URSS : le PC français (qui «réprouve» dans un premier temps, «désapprouve» dans un second temps, puis se tait, non sans tensions internes), le PC indien.

Défendent et justifient l'intervention : les PC de Cuba, du Nord Vietnam, ainsi que les partis grec (dit «de l'extérieur», exilé à Moscou) et portugais (clandestin), tout comme les PC latino-américains (ce qui entraînera une scission dans le parti vénézuélien, et la constitution du Mouvement vers le Socialisme, MAS), les PC d'Afrique du Sud, des Etats-Unis et d'Israël (le «Rakah», anti-sioniste). Leur ligne est dictée par le même constat et la même crainte : «le retour au capitalisme» en Tchécoslovaquie, le manque de réaction de l'équipe Dubcek face à la menace «contre-révolutionnaire», les menées «impérialistes» et celles des «revanchards ouest-allemands» visant à déstabiliser «la communauté socialiste». Défendent également la politique soviétique : l'Organisation de Libération de la Palestine et le Mouvement Populaire pour la Libération de l'Angola, ainsi que le FLN algérien.

Si, de leur côté, la Chine populaire et son alliée fidèle en Europe, l'Albanie, condamnent avec vigueur l'intervention, c'est par solidarité avec «le peuple tchécoslovaque» en lutte contre «le social-impérialisme soviétique» et pour «la dictature du prolétariat», jetée bas à Prague par «la clique révisionniste et réactionnaire» de Dubcek, accusée de trahison pour ne pas avoir appelé la

10. À lire sur ce point «Ivan Svitak, la voix d'un sans-parti engagé» dans Michel Salomon, *Prague, la révolution étranglée*, Paris, Laffont, 1968, p. 186-191.

population à se soulever, et pour s'être rendue à Moscou «marchander [son] maintien à la tête du gouvernement sur le dos [de celle-ci]». L'URSS a usé de la force pour défendre «ses propres intérêts» stratégiques et économiques, non pour stopper «la contre-révolution»¹¹.

Parmi les intellectuels, on se contentera de mentionner, véhéments contre l'agression soviétique, Ernst Bloch en Allemagne fédérale et Ernst Fischer en Autriche, Jean-Paul Sartre et Louis Aragon en France – ce dernier enfin réveillé de sa torpeur stalinienne. On rappellera également la lettre de protestation adressée à Fidel Castro par Robert Antelme, Maurice Blanchot, Marguerite Duras, Dionys Mascolo et Jean Schuster notamment. Edgar Morin, toujours attentif et chaleureux, sera, pour sa part, l'un des rares à tirer un parallèle éclairant entre le Printemps pragois et le Mai parisien¹². Réactions minoritaires au demeurant : la formule «socialisme à visage humain» a plutôt suscité les sarcasmes dans le milieu intellectuel occidental, alors largement gagné à un structuralisme vulgarisé à l'extrême, mêlant les apports d'Althusser, Lacan et Foucault et les références à la «révolution culturelle» chinoise dans le cadre élastique d'un «anti-humanisme» clamé haut et fort. Un discours qui avait davantage d'allure et de mordant, assurément, que l'humanisme marxiste du pâle Roger Garaudy, avocat du nouveau cours tchèque auprès des dirigeants et militants du PCF.

* * *

L'analyse comparée et approfondie de la réaction des gauches – réformiste, communiste, révolutionnaire, au pouvoir, dans l'opposition ou dans la clandestinité – exigerait une étude en soi, qui excéderait les limites de cette contribution¹³. Le Parti suisse du Travail (PST) sera ici le seul cas abordé, sur la

11. Je reproduis ici les termes utilisés dans les communiqués officiels chinois, dans le *Quotidien du peuple* à Pékin, *L'Humanité nouvelle* à Paris (organe du PCMLF, Parti Communiste Marxiste-Léniniste de France) et *Octobre* (organe de l'OCS, Organisation des Communistes de Suisse). Pourquoi laisser entendre que Dubcek et les siens sont allés à Moscou de leur plein gré? Dès le 22 août, il est évident, pour les Tchèques comme pour les Occidentaux, qu'ils sont retenus captifs par les forces d'intervention, même si personne ne sait où... Aversion pour le «révisionnisme», considéré comme un bloc homogène.

12. La lettre à Castro est publiée dans *Le Nouvel Observateur* du 30 septembre 1968. Morin esquisse sa comparaison dans une postface à la seconde édition de son *Introduction à une politique de l'homme*, Paris, Seuil, 1969.

13. À elles seules, les analyses de la IVe Internationale devraient faire l'objet d'une étude spécifique, sachant l'intérêt jamais démenti de la famille trotskyste pour le destin et la lutte des peuples d'Europe centrale et orientale (Yougoslavie de Tito, Berlin-Est en 1953, Pologne et Hongrie en 1956, notamment). En attendant une prochaine contribution sur le sujet, on peut mentionner la brochure publiée en France par la Ligue communiste révolutionnaire, *L'intervention en Tchécoslovaquie: pourquoi?* Cahiers «Rouge» – Documents de formation communiste, n° 5, Paris, F. Maspero, 1970, 48 p.

base d'une analyse des articles consacrés par la *Voix ouvrière* de Genève au Printemps de Prague et d'un éditorial signé Jean Vincent paru au lendemain du suicide de Jan Palach.

Sur les 145 articles répertoriés qui traitent de la situation en Tchécoslovaquie de janvier à août 1968, 31 se détachent – éditoriaux, analyses de fond, reportages, entretiens, et la prise de position de la rédaction au moment de l'invasion. Mais il faut attendre le mois de mars pour que le Printemps devienne matière à réflexion (37 articles d'un coup), et la photo du cortège du 1^{er} mai n'est publiée, en dernière page du journal, que le 19 juillet, à l'heure où s'accumulent les menaces d'une intervention militaire. La tonalité générale de ces écrits, plutôt terne, contraste avec celle de la presse tchèque qui fournit pourtant au PST la majeure partie de ses informations – *Rudé Právo*, l'organe du PC tchécoslovaque, *Práce*, l'organe des syndicats, *Reporter*, l'organe de l'Union des journalistes, *Literární Noviny*, l'organe de la combative Union des écrivains. Sources auxquelles s'ajoutent les organes des partis-frères d'Europe centrale et occidentale (PCI et PCF), et les dépêches des agences de presse (tchèque, soviétique, est-allemande, polonaise et yougoslave, mais aussi l'AFP et Reuter).

Pour l'analyse des changements qui s'opèrent, en janvier, à la tête du PCT, la *Voix ouvrière* reprend l'analyse de Giuseppe Boffa, de *L'Unità* (10.01); et reproduit, pour expliquer l'évolution de la situation, l'entretien accordé à celui-ci par le nouveau premier ministre tchèque (14.08). Un concours de poids: Boffa, membre du PCI depuis 1944, a été correspondant de *L'Unità* à Moscou de 1958 à 1964, et a publié de nombreux ouvrages consacrés à l'URSS et au phénomène stalinien dès 1960. Mais c'est Jaime Pinto, un journaliste français engagé à Radio-Prague depuis 1950, qui est le plus souvent sollicité à titre de correspondant permanent pour la *V.O.*: quoique non communiste, c'est lui qui signera, outre de nombreux reportages, les éditoriaux des 15, 18, 25 et 26 mars¹⁴.

Il est clair, dès ce moment, que le PST est favorable au processus de renouveau défini et défendu par «les camarades tchécoslovaques»: c'est là l'exemple – on ne dit pas le modèle – d'un marxisme débarrassé des ultimes séquelles du «culte de la personnalité» et adapté à la complexité des sociétés industrielles avancées. Le PST, sur ce point, est en phase avec le PC italien, même s'il s'impose une relative prudence à mesure que s'intensifie la guerre des nerfs entre

14. Pour plus de détails, je renvoie au mémoire de licence d'un témoin des événements François-L. Bica, *Le Printemps de Prague vu par deux quotidiens d'opinion suisses romands (janvier-août 1968)*, dirigé à l'Université de Genève (Département d'Histoire générale) par L. Mysyrowicz, octobre 1989. La partie quantitative est très instructive. Concernant G. Boffa et J. Pinto, les informations de F.-L. Bica sont de première main.

Moscou et Prague et que s'accroît la pression des partis-frères sur l'équipe Dubcek. Il est vrai que certaines informations ont de quoi effrayer : le retour au pays de quelques prélats catholiques, l'abolition des écoutes téléphoniques et du contrôle de la correspondance (mai), l'indemnisation promise à certaines victimes des « années noires » (juin), le démantèlement du réseau de barbelés à la frontière austro-tchèque (juillet), la visite triomphale de Tito à Prague (août)...

Ce qui n'empêchera pas Jean Vincent, membre du Bureau politique du PST, de se rendre à Prague précisément au mois d'août, pour prendre sur place la mesure des changements – dans les pas de Luigi Longo (secrétaire du PCI, intéressé par le cours nouveau en tant que tel) et de Waldeck Rochet (secrétaire du PCF, anxieux, lui, de trouver un terrain d'entente entre les dirigeants soviétiques et tchèques).

Toutefois, dans les colonnes de la *V.O.*, les termes et le ton de la sympathie manifestée pour l'expérience pragoise ne sont en rien comparables à ceux, violents, de la mise en accusation de l'impérialisme américain, du capitalisme en général ou de la clique de Pékin. Et la solidarité avec « le camp socialiste », la « ferme alliance » entre l'URSS et ses alliés tout comme l'« exaltation de l'amitié soviéto-tchécoslovaque » – formules ressassées – estompent le très réel intérêt porté par le PST à la politique menée par Dubcek.

Le 21 août, en revanche, c'est en lettres géantes que le journal annonce « l'incroyable et douloureuse nouvelle » : « La Tchécoslovaquie envahie par les troupes de cinq pays socialistes »... Les différentes informations sont complétées par une « prise de position » : « Nous nous refusons jusqu'au dernier moment à tenir cette éventualité pour possible. C'est maintenant la réalité, la triste réalité. [...] Contrairement à d'autres, nous avons pensé et jugé que le [PCT] et le peuple travailleur tchécoslovaque étaient capables de maîtriser une situation certes difficile mais non point désespérée. Nous restons de cet avis [...]. S'il devait advenir par malheur (par un nouveau malheur) qu'on revienne à une équipe [celle de Novotny, NdA] discréditée par ses erreurs et des crimes qui ont créé la situation difficile et grave de l'automne 1967, ce serait pire encore. [...] Les intérêts [de l']Etat [soviétique] l'ont finalement emporté sur les considérations politiques, ce qui aura des conséquences profondes et très lourdes pour le mouvement ouvrier international. Il deviendra difficile, sinon impossible, de parler du droit de chaque Parti de déterminer librement sa voie et de choisir le chemin qui doit le conduire au socialisme. [...] Nous sommes [aux] côtés [des] communistes de Tchécoslovaquie dans cette terrible épreuve, la plus terrible qui soit puisqu'elle met en cause ce qui est fondamental, c'est-à-dire l'unité de vues et d'action du monde socialiste, puisqu'elle compromet et bat en brèche des

principes qui sont et qui restent la règle de notre action. Mais ces principes, il faudra les redéfinir, les clarifier à l'intention de ceux qui nous suivent et de notre peuple. Nous n'y manquerons pas.»

Le style est incisif, le propos résolu, à l'opposé du communiqué du Bureau politique du PCF, par exemple, insipide et très modérément solidaire des dirigeants de Prague¹⁵. ... Le PST n'en affrontera pas moins une crise interne des plus grave : de nombreux militants le quitteront pour rejoindre ou constituer des formations nouvelles, inspirées du marxisme-léninisme chinois ou des idéaux de la IVe Internationale. La tragédie tchécoslovaque aura été l'un des catalyseurs de la « nouvelle gauche » en Suisse, mais aussi en France et en Italie – un chapitre essentiel dans l'histoire des socialismes et du mouvement ouvrier en Occident, qui a suscité bon nombre de monographies et de synthèses depuis cette époque.

Le PST est sur la corde raide entre 1968 et 1970 : il est hostile au coup de force du 21 août, mais il entend rester lié à l'Union soviétique, car la lutte contre « l'impérialisme » est prioritaire et elle implique ce lien. C'est ce qu'exprime Jean Vincent dans l'éditorial de la *Voix ouvrière* du 23 janvier 1969, qu'il consacre au suicide de Jan Palach.

Vincent est une voix majeure dans la gauche suisse : communiste engagé depuis 1924, il fait partie du Bureau politique du Parti suisse du Travail depuis 1944, il est député au Grand Conseil genevois depuis 1945 et conseiller national depuis 1947. En 1964, il s'est élevé contre la destitution subite et inexplicquée de Nikita Khrouchtchev, secrétaire du PCUS, et en 1968, il condamne « l'intervention des États du Pacte de Varsovie, violant la souveraineté de la République socialiste de Tchécoslovaquie ».

Si Palach s'est immolé par le feu, « manifestation tragique et désespérée », « c'est pour protester hautement et solennellement contre la violence faite à son pays », explique Vincent. Et « dire, comme certains, que ce suicide prouve "l'insuffisance de la formation marxiste-léniniste dans le système d'éducation tchécoslovaque" c'est, en même temps, une totale absurdité et une cynique indécence. Car on est rarement un marxiste-léniniste accompli à dix-huit ans [Palach a trois ans de plus, Nda], et il faudrait alors incriminer aussi la Hongrie socialiste en raison du geste de Sandor Bauer. Dire aussi que ces actes ont été "provoqués et exploités par les forces anti-socialistes", c'est une "explication" trop simple et qui ne tient aucun compte du fait que nul ne saurait "provoquer" »

15. On peut en lire le texte dans R. Garaudy, *Toute la vérité (Mai 1968 – Février 1970)*, Paris, Grasset, 1970, p. 54-55, qui rapporte également les déclarations de nombreux responsables communistes sur le nouveau cours tchèque et l'intervention soviétique (L. Longo, E. Berlinguer, S. Carrillo, G. Marchais).

artificiellement de tels actes de désespoir. "Anormal", un tel suicide? Certes! Mais qu'y a-t-il de normal dans la situation de "normalisation" dans laquelle rien n'est encore résolu et où tout est terriblement difficile à résoudre, d'abord pour les dirigeants tchécoslovaques, mais aussi pour les dirigeants soviétiques».

Selon Vincent, il y aura retour à la normale «lorsque le Parti communiste et l'État tchécoslovaque auront retrouvé leur pleine et entière liberté de détermination, de décision et d'action» – une exigence qui n'appelle aucune rupture de solidarité «avec le monde socialiste, né de la Révolution d'Octobre et avec l'ensemble des partis communistes et ouvriers, avec lesquels nous ne pouvons pas même envisager "une dissension profonde et durable" [...]. Et si cette dure épreuve qui frappe à nouveau le peuple tchécoslovaque et son parti communiste nous préoccup[e] tant, c'est précisément parce qu'[elle] affaibl[it] le front de lutte contre l'impérialisme, contrairement à ce que d'autres pensaient et pensent encore».

Une fois de plus, le premier mouvement – la colère et l'émotion au sujet de Jan Palach – est effacé par un second mouvement – l'affirmation rigide de la nécessaire solidarité «avec le monde socialiste»... Que le socialisme ne soit pas seulement la liberté laissée à un parti communiste de «se déterminer» seul, mais qu'il soit aussi la liberté reconnue à d'autres formations politiques ou associations citoyennes de s'exprimer – Vincent ne peut l'envisager, pas plus que Dubcek ne pouvait admettre la reconstitution éventuelle du parti socialiste en Tchécoslovaquie. Plus grave encore: que l'idéal même du socialisme ait été atteint au cœur par l'intervention soviétique, Vincent ne l'imagine pas.

Tout est là, pourtant. Une opposition multiple à l'occupant soviétique et à ses collaborateurs locaux se manifestera en Bohême, en Moravie, en Slovaquie jusqu'en 1972-1973, une opposition se réclamant sans détours du socialisme – le socialisme inscrit dans le sillage de 68 –, mais elle sera étouffée par la répression¹⁶. De fait, à cette date, le socialisme avait déjà perdu tout crédit dans la population, en théorie comme en pratique. L'espoir dont il était encore porteur, le combat renouvelé dont il était encore le moteur durant le Printemps – tout cela avait été mis en pièces par les forces d'intervention. Le socialisme que celles-ci avaient prétendu rétablir n'était plus qu'un leurre, qu'un slogan creux. Le «socialisme à visage humain» était à terre, piétiné. Demeurait le visage humain, sali et tuméfié, mais témoin irrécusable et tenace de la

16. J. Pelikan, *Ici Prague – L'opposition intérieure parle*, Paris, Seuil, 1973. Recueil de déclarations et de manifestes, suivi d'une «Lettre ouverte à Angela Davis», que Pelikan appelle à soutenir les communistes réformateurs menacés ou incarcérés par l'occupant soviétique et ses collaborateurs.

conscience, de la constance, de la confiance – en soi, en autrui, en la vie, en l’avenir. Le visage humain : trouée dans la nuit glauque de l’oppression, percée hors de l’anonymat de survie, affirmation d’une singularité solidaire – l’appel à redécouvrir les gestes premiers de la vie collective, à fonder une cité parallèle affranchie de la peur et du mensonge, condition unique d’un régime de liberté, possible dans un futur lointain... La lutte avait été politique, et elle avait perdu son sens. Elle serait morale désormais : ce n’est pas un hasard si autour de Vaclav Havel, le pionnier de la Charte 77, allaient se regrouper bien des artisans et partisans des réformes de 68.

Lorsque le régime de «normalisation» tombera en 1989, suite à la chute du Mur de Berlin, Alexander Dubcek reviendra à Prague, d’un exil sous étroite surveillance au fin fond de la Slovaquie. L’homme intègre qui n’avait concédé aucune autocritique à ses détracteurs et successeurs, cet homme-là sera follement acclamé par une foule en liesse, mais son discours en faveur du socialisme auquel il était demeuré fidèle, ce discours-là n’éveillera pas le moindre écho dans la population.

Karel Bosko

POUR LE SOCIALISME - CONTRE L'AGRESSION

- Malgré les garanties et concessions faites par les dirigeants tchécoslovaques aux Russes et à leurs alliés du Pacte de Varsovie, les "pays-frères" sont intervenus et occupent militairement la Tchécoslovaquie.
- Ces héritiers du stalinisme prétendent protéger une classe ouvrière qu'ils baillonnent par la même occasion, et lui expliquer à coups de canon où sont ses vrais ennemis.
- Ils s'indignent bien sûr des accords économiques signés avec les mêmes grands capitalistes occidentaux auxquels ils ouvrent tout grand leurs propres marchés (Krupp en Pologne, Fiat en URSS).
- Ce qu'ils craignent, en réalité, c'est l'usage que risqueraient de faire les travailleurs des quelques libertés accordées à la base du parti : elles menaceraient en effet de faire entendre la voix des ouvriers, réclamant le pouvoir dans leurs entreprises.
- Leurs ambassades sont restées muettes devant la répression gaulliste du mouvement de mai, leurs troupes stoppent brutalement un mouvement d'expression populaire.
- L'URSS, par ses accords tacites avec l'impérialisme américain, permet ses interventions meurtrières à St. Domingue et au Vietnam. Croit-elle, à ce prix, pouvoir continuer de jouer les gendarmes du socialisme bureaucratique ?

NON, TRAVAILLEURS, LA LUTTE POUR LA CONQUETE DU POUVOIR OUVRIER NE CONNAIT PAS DE FRONTIERES !

- Alors que les ouvriers tchécoslovaques opposent à l'invasion stalinienne l'arme de la lutte des classes : la grève générale, A GENEVE, les briseurs de grèves, défenseurs de la paix du travail, paradent avec les Vigilants à l'ombre de la cathédrale.
- LE MOUVEMENT DU 17 MAI dénonce ce nouvel avatar de l'Entente Nationale qui, sous le manteau de la charité, et avec la bénédiction des syndicats, regroupe socialistes et vigilants et vise en fait :
 - à supprimer toute possibilité politique de la classe ouvrière
 - à attaquer les objectifs du socialisme : l'instauration du pouvoir ouvrier.
- Il invite les travailleurs à manifester

AU ROND-POINT DE RIVE
MARDI 27 AOÛT, 18 H 30

- leur dégoût de ces deux entreprises, à Moscou et à Genève, de discrédit du socialisme
- leur volonté de combattre, dans tous les pays, pour la seule garantie du socialisme : le pouvoir des travailleurs, de l'usine à la nation.

NON AUX DEUX MINUTES DE SILENCE !

VIVE LA VOIX DES TRAVAILLEURS

*Tract d'appel à une manifestation à Genève, août 1969.
Des manifestations furent organisées en faveur de la Tchécoslovaquie
dans une quinzaine de villes de Suisse.*

CHILI

ASSOCIATIONS
DE SOUTIEN A
LA RESISTANCE
CHILIENNE
SALVADOR
ALLENDE



Venceremos

MARS-AVRIL 1977 - N° 9

Il ne se passe plus rien au Chili ?

On voudrait le croire et ce serait si commode! Au Chili, s'il y a peut-être eu quelques excès après l'instauration du régime musclé de Pinochet et de sa junte militaire, tout va normalement désormais. Chacun sait, parce que la presse a fait grand bruit là-dessus, que presque tous les dirigeants de l'Unité populaire (pas tous, pourtant...), emprisonnés depuis le coup d'Etat du 11 septembre 1973, ont été relâchés et expulsés; des centaines de prisonniers politiques ont été libérés; Luis Corvalan lui-même, ancien sénateur, secrétaire général du Parti communiste chilien,

proclamé qu'il n'y avait pas de prisonniers politiques au Chili; peu avant la libération de Corvalan, il n'en restait que six, disait-on... Mais peu importe, on oublie si vite.

Tout va bien?

Certes, ces nouvelles sont confirmées: sous la pression de l'opinion internationale — notre solidarité agissante, dans tous les pays du monde, n'en est que plus nécessaire — et grâce aux efforts croissants de la résistance intérieure, certaines mesures d'assou-



- L'étape de la répression est terminée. Nous en sommes maintenant à l'étape de la construction.

dont la situation avait pris valeur de symbole, a quitté les prisons de la junte où il était retenu depuis plus de trois ans, échangé contre le dissident soviétique Boukovski; et, pour Noël dernier, une amnistie a permis à nombre de prisonniers politiques de recouvrer la liberté. Voici quelques mois, Pinochet avait

plissement bien visibles se sont imposées à la junte. C'est un aspect des choses et il est permis de s'en réjouir.

Mais la publicité faite autour de quelques libérations spectaculaires n'est pas tout. L'état de siège continue de sévir au Chili, sous la botte d'une dicta-